

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(11^e édition. – Juillet 2005)

ACCORD DU 20 MARS 2006
RELATIF AUX SALAIRES DU 1^{ER} AVRIL 2006 AU 31 MARS 2007
(BRETAGNE)

NOR : *ASET0650639M*

IDCC : 1596

Entre :

La fédération régionale du bâtiment de Bretagne ;

L'union régionale CAPEB Bretagne ;

La fédération Ouest SCOP BTP,

D'une part, et

L'union régionale construction bois CFDT ;

L'union régionale bâtiment CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le barème des salaires minima applicables du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007 (base 35 heures hebdomadaires, soit 151,67 mensuelles) en application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), et conformément à l'accord du 12 février 2002 sur les barèmes des salaires minima des ouvriers et ETAM du bâtiment, résulte du tableau ci-après.

Au 1^{er} avril 2006

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL minimal (pour 35 heures hebdomadaires, soit 151,67 h mensuelles)	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I. – Ouvriers d'exécution :			
– position 1.....	150	1 153,90	7,61
– position 2.....	170	1 267,10	8,35
Niveau II. – Ouvriers professionnels	185	1 352,00	8,91
Niveau III. – Compagnons professionnels :			
– position 1.....	210	1 493,50	9,85
– position 2.....	230	1 606,70	10,59
Niveau IV. – Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1.....	250	1 719,90	11,34
– position 2.....	270	1 833,10	12,09

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 304,90 € ;
- la valeur du point (VP) à 5,66 €.

Article 2

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application à compter du 1^{er} avril 2006 et jusqu'au 31 mars 2007.

Article 3

Disposition exceptionnelle

Si l'équilibre de l'accord se trouvait, au cours de son exécution, bouleversé par la survenance de circonstances économiques imprévues, les parties signataires s'engageraient à ouvrir une négociation dans les plus brefs délais.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi d'Ille-et-Vilaine et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Rennes.

Article 5

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Rennes, le 20 mars 2006.

(Suivent les signatures.)